

Schauen Sie, das sind wirklich Detailfragen, das ist mir auch klar. Aber es macht uns jedes Mal wieder Schwierigkeiten. Wenn Sie es materiell anschauen, sehen Sie, dass sich ja eigentlich für den Betroffenen oder die Betroffene nichts ändert, ob nun ein «oder» oder ein «und» in der Bestimmung steht. Wir sagen von unserer Seite her Nein. Wir machen das sehr eng; wir haben ganz klare Kriterien, unter welchen Voraussetzungen überhaupt nicht notifiziert wird. Ich möchte Sie aber schon bitten, hier nicht ganz minim von einer Standardformulierung abzuweichen und damit wieder neue Felder aufzutun, nur um ein Zeichen zu setzen.

Ich wäre Ihnen sehr dankbar, wenn Sie die bundesrätliche Fassung annehmen und uns damit die unseligen Diskussionen mit denjenigen, die das Peer Review durchführen, nämlich den Peer-Review-Verantwortlichen von Frankreich, Indien usw., ersparen würden.

Präsident (Germann Hannes, Präsident): Der Bundesrat hält an seinem Entwurf fest.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission ... 18 Stimmen
 Für den Antrag des Bundesrates ... 18 Stimmen
 (1 Enthaltung)

*Mit Stichentscheid des Präsidenten
 wird der Antrag der Kommission angenommen
 Avec la voix prépondérante du président
 la proposition de la commission est adoptée*

Art. 24a; Ziff. II, III

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 24a; ch. II, III

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
 (namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 13.083/57)*
 Für Annahme des Entwurfes ... 34 Stimmen
 Dagegen ... 1 Stimme
 (3 Enthaltungen)

13.093

Rettet unser Schweizer Gold (Gold-Initiative).

Volksinitiative

Sauvez l'or de la Suisse (Initiative sur l'or).

Initiative populaire

Erstrat – Premier Conseil

Botschaft des Bundesrates 20.11.13 (BBI 2013 9329)

Message du Conseil fédéral 20.11.13 (FF 2013 8365)

Ständerat/Conseil des Etats 06.03.14 (Erstrat – Premier Conseil)

Recordon Luc (G, VD), pour la commission: «Auri sacra fames»: ce n'est pas d'aujourd'hui que l'or exerce une véritable fascination! Dans notre pays aussi d'ailleurs, il y a une longue histoire de la fascination pour l'or. De Johann August Sutter à Blaise Cendrars, la ruée vers l'or est quelque chose d'assez fréquent. Nous en avons un intéressant «remake» aujourd'hui avec l'initiative sur l'or, qui, d'une certaine manière, tend à sacriliser les réserves d'or de la Banque nationale suisse.

Au-delà de l'histoire, il faut reconnaître que l'évolution de ces dernières années pose un certain nombre de questions. Depuis que le président Nixon a rompu le lien entre l'or et la monnaie, en août 1971 si je ne m'abuse, nous avons vu se développer des moyens de paiement de manière extraordinaire. Il y a tout d'abord le cas très simple où nous échangeons entre deux personnes des reconnaissances de dettes que nous irions ensuite faire escompter, un peu moins cher sans doute, auprès de quiconque voudrait bien nous les acheter et qui nous permettrait, ce faisant, de créer de la monnaie. Puis, il y a tous les aspects scripturaux de plus en plus sophistiqués que les banques et d'autres instituts financiers ont développés, notamment les dérivés dont on ne sait pas au départ, lorsque l'on prend des engagements, jusqu'où ils peuvent nous amener à devoir payer si nous n'avons pas de chance.

Plus récemment, il y a l'exemple du «bitcoin», dont on a vu l'extrême volatilité, parfois très favorable à la hausse, parfois extrêmement dramatique à la baisse, comme cela a été le cas récemment au Japon. Il y a donc par rapport à la monnaie et à cette instabilité croissante qu'elle manifeste non seulement en termes de valeur d'échange, mais aussi en termes de masse à disposition, des inquiétudes à avoir.

Je crois que la réponse qui nous est proposée par cette initiative populaire est une mauvaise réponse à ces inquiétudes. Certains diraient, mauvaises langues d'ailleurs, que les milieux qui ont lancé cette initiative sont coutumiers de chercher à apporter de mauvaises réponses à des questions réelles, de manière à pouvoir reposer la question périodiquement et à se faire de la sorte quelque publicité sur le champ politique.

Si nous examinons la proposition de nouvel article 99a de la Constitution, nous voyons deux éléments de rigidification considérables: le caractère qui serait désormais inaliénable des réserves d'or de la Banque nationale suisse et la nécessité d'en détenir une part qui ne soit pas inférieure à 20 pour cent de ses actifs, avec des délais transitoires de deux et cinq ans pour se mettre à jour, respectivement sur ces deux points, surtout sur le dernier.

Il faut déjà remarquer que vu la volatilité du prix de l'or, on peut respecter la limite de 20 pour cent à un moment donné, mais on risquerait éventuellement de ne pas la respecter soudainement si le prix de l'or baissait fortement. Et alors il faudrait en racheter en catastrophe à un moment où cela serait peut-être, pour différentes raisons de politique monétaire, extrêmement inopportun.

Et puis on peut surtout se demander si un or qui serait inaliénable de par la Constitution aurait encore une valeur. Parce que ce qui n'est pas négociable, qui n'est pas vendable, n'a par définition pas de valeur vénale. Au fond cela induirait essentiellement dans le bilan de la Banque nationale suisse un très grand facteur d'incapacité à agir au gré des circonstances et en fonction des besoins de la politique monétaire. Aurons-nous la mémoire assez courte pour ne pas nous rappeler qu'à l'été et à l'automne 2011, à peu près tout le monde s'est réjoui de voir la Banque nationale suisse lutter contre le franc fort en prenant un certain nombre de risques, en achetant des monnaies étrangères? Et peut-être faudrait-il se rappeler aussi que si elle n'avait pas eu toute la souplesse nécessaire, elle n'aurait pas pu mener cette politique. Elle a su stabiliser le franc, empêcher que le cours plancher de 1,20 franc pour 1 euro ne soit crevé par le bas et aussi résister à ceux qui – avec l'apparence du bon sens d'ailleurs – réclamaient un cours plancher plus élevé. Elle a ainsi fait la preuve par l'acte encore tout récemment de l'utilité de son indépendance. Et aujourd'hui on voudrait lui bloquer cette capacité! C'est le principal défaut de cette initiative populaire: de la sacralisation naît la rigidité.

Cependant, l'alinéa 2 de l'article 99a qui nous est proposé comporte encore un autre problème qui rend l'initiative encore moins acceptable: c'est l'exigence de devoir stocker l'or en Suisse. C'est extrêmement dangereux, car cela part du présupposé que c'est le seul endroit sûr pour l'or. Je ne veux pas particulièrement jouer les oiseaux de mauvais augure, mais si les choses devaient se passer très mal, si par

exemple une centrale nucléaire venait à nous faire des misères comme celle de Fukushima, il n'est pas absolument certain que c'est en Suisse que l'or serait le mieux placé. Il faut arrêter de penser que notre pays est sûr par nature et il faut admettre que le fait de disperser raisonnablement notre or – aujourd'hui qu'on a levé le voile sur les lieux de stockage, on sait que c'est au Canada et au Royaume-Uni que se trouve une partie, pas déterminante mais malgré tout non plus négligeable, de notre or – a le mérite, conformément à la sagesse populaire, de ne pas mettre tous les œufs dans le même panier. Par conséquent, là aussi cette disposition est malvenue.

Ces arguments assez élémentaires, mais puissants, ont emporté la conviction de la très grande majorité des membres de la commission. Je vous invite donc à suivre l'avis de la commission, en recommandant au peuple et aux cantons de rejeter cette initiative populaire.

J'ai maintenant bien assez parlé et je me tais, car si la parole est d'argent, le silence est d'or. (*Hilarité*)

Le président (Hêche Claude, premier vice-président): Monsieur le rapporteur, nous prenons acte de votre conclusion. (*Hilarité*)

Baumann Isidor (CE, UR): Ich sage es gerade am Anfang: Diese Volksinitiative muss abgelehnt werden.

Der von den Initianten geforderte neue Artikel 99a schiesst weit über das Ziel hinaus. Dieser neue Artikel ist für eine starke, verlässliche und unabhängige Schweizerische Nationalbank unverantwortbar. Wir haben eine starke und auch eine verlässliche Nationalbank, und wir wollen auch eine unabhängige Nationalbank haben. Absatz 1, Absatz 2 und Absatz 3 und somit der ganze Artikel bewirken eine Schwächung der Schweizerischen Nationalbank, weil mit der Unverkäuflichkeit des Goldes Aktiven blockiert werden, und zwar für immer. Für immer werden Aktiven blockiert, die für wichtige Massnahmen für unsere Wirtschaft und unseren Standort Schweiz notwendig sind.

Der ganze Artikel bringt auch Bund, Kantone und die AHV um notwendige Einnahmen. Er bringt sie um notwendige Einnahmen, weil Gold keine Zinserträge bringt und weil Goldkursgewinne nicht abgeschöpft werden können. Hingegen – und das ist das zusätzlich Schlimme – müssen Goldkursverluste sogar dem Ergebnis belastet werden. Darum warnen uns auch die Kantone vor dieser Initiative und unterstützen klar deren Ablehnung.

Die in der Initiative enthaltene Bedingung, die geografische Diversifikation unserer Goldbestände künftig zu verbieten, ist ebenfalls unakzeptabel. Mit diesem Verbot wird die Situation der Schweiz nicht verbessert, sondern verschlechtert, weil die Schweizerische Nationalbank im Krisenfall nicht mehr auf verschiedenen Goldhandelsplätzen an den Markt gehen kann und somit handlungsunfähig ist. Geografische Diversifikation ist ein Gebot der umsichtigen Geschäftsführung und darf nicht aufgegeben werden. Ich möchte dabei darauf hinweisen, dass auch andere Länder die gleiche Strategie haben, und damit darf ich auch die Aussage machen, dass andere Länder in der Schweiz Gold platziert haben.

Das sind nur ein paar Beispiele, die zeigen, wohin dieser neue Artikel in der Bundesverfassung führen würde. Wir müssen uns bewusst bleiben und uns auch dafür einsetzen, dass die Schweizerische Nationalbank den Auftrag hat und behalten muss, die Preisstabilität zu gewährleisten und dabei der konjunkturellen Entwicklung Rechnung zu tragen. Ein hoher und eben unverkäuflicher Anteil von Gold an den Aktiven würde die Geld- und Währungspolitik und damit die Erfüllung des gesetzlichen Auftrags bedeutend erschweren. Bei jeder Investition bzw. geldpolitischen Massnahme zum Schutz der schweizerischen Volkswirtschaft müsste die Nationalbank im Voraus berücksichtigen, inwiefern die Haltung des geforderten Mindestanteils Gold betroffen wäre. Massnahmen wie die Mindestkurspolitik gegenüber dem Euro oder weitreichende Vorkehrungen zur Sicherung der Finanzstabilität könnten nicht mehr mit derselben Entscheidungs-

freiheit bzw. Entschiedenheit angekündigt werden. Wie wir im Jahr 2012 erlebt haben, hat die Schweizerische Nationalbank dank dieser Freiheit und dank den verfügbaren Aktiven richtig und wirkungsvoll gegen den Kursverfall handeln können. Diese Möglichkeiten muss sie auch in Zukunft haben. Darum ist diese Initiative abzulehnen, und im Abstimmungskampf ist darauf zu achten, dass keine falschen Versprechen gemacht werden, um der Initiative zum Erfolg zu verhelfen.

Fetz Anita (S, BS): Unter dem dramatischen Titel «Rettet unser Schweizer Gold» verlangt die Initiative, dass die Goldreserven der Schweizerischen Nationalbank künftig in der Schweiz lagern. Dagegen kann man auf den ersten Blick eigentlich nichts haben, oder? Nun ja, es ist wie im Leben: Entscheidend ist das Kleingedruckte, die Goldrepatriierung ist nur das Grossgedruckte. Es ist eben nicht alles Gold, was glänzt, wie der Volksmund ja weiss.

Dass unsere Goldreserven teilweise im Ausland lagern, war früher eine Lebensversicherung. Im Kalten Krieg rechnete die Führung unseres Landes damit, dass wir als Durchgangsland zwischen Nato und Warschauer Pakt kurzerhand von der einen oder der anderen Seite überrannt würden; in meiner Erinnerung war es eher von der einen Seite. Die Schweizer Regierung war damals alarmiert, und was Charles de Gaulle im Zweiten Weltkrieg recht gewesen war, war der Schweiz für den erwarteten Dritten Weltkrieg nur billig: Man plante eine Exilregierung. Einem breiten Publikum bekannt wurde das erst im Zuge der Enthüllungen um die Geheimarmee P-26. Standort dieser Exilregierung wären nicht die Alpen gewesen, sondern Irland, wobei die Bevölkerung – na ja, ein Detail – dem Feind überlassen worden wäre.

Nun ist auch eine Exilregierung ohne Geld handlungsunfähig. Was ich Ihnen jetzt erzähle, war damals geheim. Heute weiss man es, aber es ist wirklich interessant, und deshalb erzähle ich es. Weil ja eine Exilregierung Geld haben muss, war folgerichtig vorgesehen, dass die Goldreserven zum allfälligen Zeitpunkt mit Swissair-Flugzeugen auszufliegen wären. Die Armeejets wären zu diesem Zeitpunkt bereits zu einem Nato-Stützpunkt geflogen und in die Nato integriert worden. Genau das plante man damals, nur war es geheim. In den Fünfzigerjahren plante die Schweiz den Standort einer Exilregierung dann nicht mehr in Irland, sondern in Kanada. Sicherheitshalber wartete ein Teil der Goldreserven schon dort.

Die Goldreserven waren auch in der jüngeren Geschichte der Schweiz immer ein dankbares Politthema. Ich erinnere an die Solidaritätsstiftung oder auch an die Initiative «Nationalbankgewinne für die AHV». Heute sind die Goldreserven zu 70 Prozent in der Schweiz, der Rest liegt in Grossbritannien und Kanada, und dort soll er nach meiner Meinung auch bleiben. Diesen alten Zopf wollen die Initianten – es ist, glaube ich, eine Gruppe der SVP – abschneiden. Auf den ersten Blick denkt man: Na ja, wieso denn nicht? Nur, in Tat und Wahrheit geht es nicht einfach darum, das Gold zu repatriieren, sondern darum, der Nationalbank «Goldfesseln» anzulegen, und das ist das Gefährliche dieser Initiative.

Der entsprechende Absatz der Initiative lautet: «Die Schweizerische Nationalbank hat ihre Aktiven zu einem wesentlichen Teil in Gold zu halten. Der Goldanteil darf zwanzig Prozent nicht unterschreiten.» Es soll auch dann kein Gold mehr verkauft werden dürfen, wenn diese 20 Prozent überschritten sind.

Unsere Nationalbank führt nach heutiger Verfassung eine Geld- und Währungspolitik, die dem Gesamtinteresse unseres Landes dient, so ist das gesetzlich festgehalten. Laut Gesetz besteht diese Politik insbesondere aus der Gewährleistung der Preisstabilität, wobei die Bank der konjunkturellen Entwicklung Rechnung trägt. Im Sinne einer Zwischenbilanz muss man sagen, dass unsere Nationalbank diese Aufgabe sehr gut erfüllt hat, wenn man an die letzten Jahre denkt. Es reicht ein Blick auf unsere Exportwirtschaft: Ohne Euro-Untergrenze wäre der Schaden für die Realwirtschaft immens geworden, übrigens auch mit harten Folgen für die Arbeitsplätze. Genau diese Spielräume will aber die Initiative

jetzt radikal eingrenzen, also der Nationalbank goldene Feseln verpassen.

Ich habe mal versucht, anhand des Jahres 2012 nachzurechnen, was das heissen würde. Per Ende 2012 hatte die Nationalbank Gold für etwa 51 Milliarden Franken in ihren Aktiven, also einen Goldanteil von gut 10 Prozent. Müsste die Nationalbank diesen Anteil aufstocken, wie das die Initiative verlangt, würde das mindestens 50 Milliarden Franken kosten. Genau einmal dürfen Sie raten, was das für den Goldpreis bedeuten würde: Es wäre eine Einladung, mit Gold zu spekulieren. Die Nationalbank müsste in grossem Stil Gold kaufen, und zwar zu jedem Preis.

Sie dürfen auch raten, was passieren würde, sobald die Nationalbank das Ziel von 20 Prozent erreichte: Der Goldpreis würde wegen rückläufiger Nachfrage fallen. Um den Anteil von 20 Prozent zu halten, müsste die Nationalbank aber nach dieser Initiative weiterhin Gold kaufen, das heisst, sie müsste andere Aktiven – konkret: Währungsreserven – abstoßen. Mit einer so erzwungenen Bilanzschrumpfung würde der Nationalbank das bedeutendste Instrument ihrer Geld- und Währungspolitik aus der Hand geschlagen. Die Realwirtschaft nähme massiv Schaden. Man muss den Leuten also wirklich erklären, was diese Initiative ist: brandgefährlich.

Ich lehne die Initiative wie die meisten Kolleginnen und Kollegen in der WAK ab, weil sie ein brandgefährliches Versprechen abgibt. Wir werden den Leuten also erklären müssen, dass nicht alles Gold ist, was glänzt.

Schmid Martin (RL, GR): Leider kann auch ich Ihnen die Annahme der Initiative nicht empfehlen, und ich kann auch nichts mehr dazu beitragen, den Unterhaltungswert zu steigern, denn eigentlich handelt es sich um eine extrem seriöse Sachfrage, die wir hier zu diskutieren haben.

Unabhängigkeit und Glaubwürdigkeit der SNB haben einen entscheidenden Anteil daran, dass der Franken seit Jahrzehnten eine der wertstabilsten Währungen der Welt ist. Die Initiative gefährdet aus meiner Sicht diesen währungs- und geldpolitischen Erfolg. Ihr grösster negativer Einfluss besteht meines Erachtens darin – ohne auf die Repatriierungsfrage einzugehen –, dass sie einerseits ein generelles Verkaufsverbot für Gold vorsieht und andererseits die SNB verpflichtet, in ihren Aktiven mindestens einen Goldanteil von 20 Prozent zu halten. Durch diese zwei Restriktionen wird eine unabhängige Geldpolitik gefährdet. Ein Goldanteil von mindestens 20 Prozent würde den Handlungsspielraum der SNB, das haben meine Vorredner schon aufgezeigt, enorm und zum Schaden der Volkswirtschaft eingrenzen.

Kollegin Fetz hat die Situation Ende 2012 beleuchtet, und die hat sich seither und für 2013 nicht verändert: Auch Ende 2013 betrug der Goldanteil noch rund 8 Prozent. Das würde jetzt konkret bedeuten, dass die SNB ihren aktuellen Goldbestand um über 1000 Tonnen aufstocken müsste. Die SNB müsste also bei einer Annahme der Initiative und einer in etwa gleichbleibenden Bilanzsumme ceteris paribus innert fünf Jahren für rund 50 Milliarden Franken Gold kaufen. Das betrifft nur die jetzige Situation.

Zu welchen aus heutiger Sicht gesehen unsinnigen Resultaten eine Annahme der Initiative führen könnte, zeigt eine entsprechende Simulation der Vergangenheit seit 2008. Im Rahmen der geldpolitischen Massnahmen zur Stabilisierung des Frankenkurses – wir erinnern uns alle daran – und im Rahmen der Wechselkurspolitik kaufte die SNB bekanntlich innert kürzester Zeit Fremdwährungen für Hunderte von Milliarden Franken. Wäre diese Verfassungsbestimmung damals schon in Kraft gewesen, hätte die SNB die Bilanz mit ähnlich hohen Goldkäufen noch zusätzlich aufblähen müssen, und zwar im Moment der Ausdehnung der Bilanzsumme und in einer Zeit, in der der Goldpreis stark angestiegen war, weil Gold als Anlageklasse aus Sicherheitsgründen stark gefragt war. Aufgrund der Initiative müsste die SNB also genau im falschen Moment Gold kaufen, nämlich dann, wenn die Preise schon hoch sind.

Es sei auch daran erinnert, dass die SNB gerade im letzten Jahr grosse Buchverluste auf ihrem Goldbestand eingefah-

ren hat. Der Goldpreis sank allein im letzten Jahr um rund 30 Prozent. Das zeigt ganz offensichtlich, dass eben auch Gold keine risikofreie Anlageklasse ist. In der «NZZ» stand irgendwann mal – ich weiss nicht mehr wann –, der Glanz des Goldes sei weg. Das zeigt auch ein bisschen die Situation auf.

Zudem wäre – das ist für mich fast noch das wichtigere Argument – wegen des Verkaufsverbots der Goldbestand selbst nach einem Abbau der Fremdwährungsreserven nicht mehr reduzierbar. Hätte also die SNB einmal Gold für 100 Milliarden Franken in der Bilanz, bei einer Bilanzsumme von 500 Milliarden Franken sind das 20 Prozent, und würde es der SNB gelingen, die Bilanzsumme und damit die Risiken wieder auf einen normalen Zustand zurückzufahren – was wir ja alle hoffen –, könnte sie die Goldreserven nicht verkaufen. Dann würde die Bilanz auf einmal zu 66 Prozent aus Gold bestehen. Sie sehen: Das ist doch unsinnig, das kann nicht das Ergebnis einer unabhängigen Währungs- und Geldpolitik sein.

Ich habe es leider verpasst, die Initianten, welche eben die Initiative befürworten, während der Anhörung zu fragen, ob sie in Bezug auf ihren privaten Goldbestand oder ihre private Vermögensallokation die gleichen restriktiven Forderungen beachten würden, nämlich mindestens 20 Prozent des jeweiligen Vermögens in Gold zu halten und auch nie mehr eine Goldreserve zu verkaufen. Weil ich die Frage nicht gestellt habe, habe ich auch keine Antwort bekommen. Ich glaube aber, dass es fast niemanden gibt, der das so tun und sich solch restriktiven Voraussetzungen unterstellen würde.

Aufgrund dieser Argumente bitte ich Sie, diese Volksinitiative nicht zur Annahme zu empfehlen.

Keller-Sutter Karin (RL, SG): In der Kommission haben die Initianten ausgeführt, diese Initiative sei im Interesse einer unabhängigen Schweiz. Ich muss Ihnen sagen, dass ich daran zweifle. Auch ich lehne diese Initiative aus Überzeugung ab, weil ich der Auffassung bin, dass sie kontraproduktiv ist. Eine unabhängige Schweiz besteht nämlich auch aus einer handlungsfähigen Nationalbank. Die Geld- und Währungspolitik der Nationalbank wäre aber mit den Bestimmungen, die in dieser Gold-Initiative gefordert werden – nämlich dieser 20-prozentige Goldbestand, der unveräußerbar ist –, erheblich beeinträchtigt. Denken wir beispielsweise nur an die UBS-Rettung. Dort musste ja die Nationalbank kurzfristig auch in der Lage sein, die Bilanz aufzublähen zu können. Das wäre in dieser Art und Weise nicht mehr möglich.

Ich muss Ihnen sagen: Meines Erachtens widerspricht die Initiative auch dem gesunden Menschenverstand. Was nützt ein Notvorrat, wenn man ihn in der Not gar nicht konsumieren darf? Jede Hausfrau, die im Keller Mehl, Zucker und Salz im Notvorrat hält, weiss, was es bedeutet, wenn sie diesen Notvorrat brauchen würde; sie muss ja auch darauf Zugriff haben. Was wir also hier verlangen, ist sozusagen ein Notvorrat von Mehl, Zucker und Salz, den man dann aber im Notfall überhaupt gar nicht verwenden, also nicht konsumieren darf. Das widerspricht für mich auch dem gesunden Menschenverstand. Zudem ist es auch geldpolitisch problematisch, weil das Gold als Aktivum, als Währungsreserve an Wert verliert, wenn es ein Bestand ist, den man in keiner Art und Weise veräußern kann.

Kollege Baumann hat darauf hingewiesen, wie das die Kantone in der Kommission auch schon getan haben – wir sind ja die Kammer der Kantonsvertreter –, dass diese Initiative auch Auswirkungen auf die Ausschüttungspolitik der Nationalbank gegenüber Bund und Kantonen hat. Natürlich ist die Ausschüttung der Nationalbank gegenüber Bund und Kantonen nicht primäre Aufgabe und nicht primärer Zweck der Nationalbank. Aber wenn man noch einmal bei den Zahlen nachschaut, so sieht man, dass der derzeitige Goldanteil von etwas mehr als 7 Prozent einen Bewertungsverlust von 15 Milliarden Franken erdulden musste. Bei einem Goldanteil von 20 Prozent wäre dieser Bewertungsverlust dreimal höher, er betrüge also 45 oder 50 Milliarden Franken. Das ist

also nicht im Interesse der Volkswirtschaft und auch nicht im Interesse der Kantone.

Auch ich bitte Sie, diese Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Bischof Pirmin (CE, SO): Zwei Fussnoten noch: Die eine ist die Frage, wo das Gold gelagert werden soll. Im Zeitpunkt, als die Initiative eingereicht wurde, war es ja wirklich nicht klar, wo das Schweizer Gold lag. Inzwischen hat die Nationalbank die Goldstandorte, wenigstens von den Nationen her, transparent gemacht. Es hat sich, auch zur Überraschung der Initianten, herausgestellt, dass 70 Prozent des Goldes in der Schweiz sind, dass die übrigen Bestände in Grossbritannien und Kanada sind und dass entgegen den Erwartungen der Initianten kein Gold in den USA, in Fort Knox oder sonst wo im angeblichen Feindesland, lagert. Es wird dann immer das Beispiel der Deutschen Bundesbank angeführt, die tatsächlich in den letzten Jahren Goldbestände wieder nach Deutschland zurückbeordert hat, aber mit dem Resultat, dass Deutschland heute nur etwa die Hälfte seiner Goldbestände innerhalb des deutschen Territoriums hat. Die Schweiz hat 70 Prozent hier im Land. Wir sind also vom Standort her immer noch sehr gut dran. Die alte Weisheit meiner Grossmutter, dass man nicht alle Eier in denselben Korb legen solle, ist wahrscheinlich gerade auch beim Goldbestand eine kluge Grossmutterweisheit. Die Schweiz hat das mit den zwei doch sehr unverdächtigen Altenativstandorten Grossbritannien und Kanada gut gehandhabt und sollte das auch weiter so tun können.

Die andere Frage – das ist die schwerwiegende, die die Initiative nicht beantwortet – ist die Frage nach der Handlungsfähigkeit der Nationalbank. Es ist vorhin bilanzmässig umschrieben worden, was passieren würde, wenn die Nationalbank heute die Initiative erfüllen müsste. Sie müsste ungefähr zwischen 50 und 70 Milliarden Franken ausgeben, um Gold zuzukaufen. Das ginge ja noch, aber sie könnte es nachher nicht mehr verkaufen. Man kann sagen, ja gut, das könne man hinnehmen. Es sei zwar schade, weil Gold keinen Gewinn abwerfe und die Nationalbank, wenn sie einen hohen Goldanteil von über 50 oder 60 Prozent habe, möglicherweise für die Kantone und den Bund keine Gewinne mehr abwerfen könnte. Es gibt jedoch keinen Anspruch darauf, dass die Kantone und der Bund diese Gewinne bekommen. Gäbe es keine mehr, wäre das schlecht, aber das Schlimmere wäre, dass die Nationalbank die Handlungsfähigkeit für Interventionen verlieren würde. Der Präsident des Nationalbankdirektoriums, Herr Jordan, hat uns das sehr eindrücklich dargelegt.

Das Problem ist das folgende: Nehmen Sie an, die Nationalbank müsste jetzt einen Entscheid fällen, ob sie massiv interveniert, um den Franken zu stützen – in welche Richtung auch immer –, oder nicht. Wenn sie weiß, dass bei einem grossen Zukauf von Fremdwährungsreserven ebenfalls grosse Goldbestände gekauft werden müssen, die sie dann nicht verkaufen kann, wird sie sich sehr gut überlegen, ob sie für die Stabilität unserer Währung überhaupt etwas unternehmen kann, und zwar genau dann, wenn es darauf ankommt, also im Ernstfall. Das weiß dann nicht nur die Nationalbank, sondern das wissen auch Spekulanten auf den Weltgoldmärkten; sie können das ausnützen. Die Initianten sagen zwar mit der Initiative, sie möchten die Stabilität der Schweiz erhöhen; sie erreichen aber genau das Gegenteil. Die ganz schlimme Folge wird sein, dass die Nationalbank als Institution in den seltenen, aber eben schlimmen Momenten, in denen sie intervenieren muss, nur noch auf sehr eingeschränkte Weise intervenieren kann. Das dürfen wir nicht zulassen.

Ich bitte Sie, die Volksinitiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Stadler Markus (GL, UR): Zu den Aktionären der Nationalbank gehören auch die Kantone. Der Betrag des Bilanzgewinns, der die Dividendenauflösung übersteigt, fällt zu zwei Dritteln an sie. Ein Blick auch auf die Haltung der Kantone ist also angezeigt. Die Finanzdirektorenkonferenz empfiehlt die Gold-Initiative ohne Gegenstimme zur Ablehnung.

Nach Ansicht der Finanzdirektorenkonferenz würde es die neue Verfassungsbestimmung der Nationalbank erschweren, mit ihrer Geld- und Währungspolitik zur Preisstabilität und zu einer stabilen Entwicklung der Wirtschaft beizutragen. Dieser Einschätzung pflichte ich bei.

Ich gebe nur zwei kurze Hinweise zu dieser Initiative; sie ist klar zur Ablehnung zu empfehlen, weil sie in keiner Weise den Interessen der Schweiz in ihrem Umfeld entspricht.

1. Was soll überhaupt ein Gold-Notvorrat, der nicht angetastet werden darf? Kollegin Keller-Sutter hat darauf hingewiesen. Wie soll man einerseits 20 Prozent der Aktiven in Gold halten müssen und diese andererseits richtig bilanzieren? Nichtverkaufbares Verwaltungsvermögen schreibt die öffentliche Hand in der Regel ab und bilanziert es mit einem Erinnerungsfranken. Das hätte Auswirkungen auf die Kassen von Bund und Kantonen. Bilanziert man aber richtig, ist die Anwendung der 20-Prozent-Regel faktisch gar nicht möglich.

2. Die Initiative hat etwas Ideologisches an sich. Sie gaukelt nämlich vor, Gold sei per se sicher, der Wert des Goldes könne nicht fallen. Dem widerspricht die Erfahrung der letzten Zeit sehr deutlich.

Man darf den Initianten im unbeständigen Wetter der Weltwirtschaft also empfehlen, zumindest bei Regen und in der Nacht die Sonnenbrille abzulegen.

Imoberdorf René (CE, VS): Ich kann mich kurzhalten: Die Forderungen der Gold-Initiative haben sich meiner Meinung nach seit der Lancierung in Luft aufgelöst. Noch einmal die wichtigsten Gründe für die Ablehnung der Initiative, die teilweise oder fast alle schon erwähnt wurden: 70 Prozent des Goldes der Schweizerischen Nationalbank sind in der Schweiz gelagert. 30 Prozent sind sicher in Grossbritannien und in Kanada hinterlegt. Keine einzige Unze des Goldes der Schweizerischen Nationalbank wird den Amerikanern anvertraut. Schlussendlich: Das Gold hat 2013 fast 30 Prozent an Wert verloren; das kam bis jetzt noch etwas zu wenig zum Ausdruck.

Wir dürfen den Handlungsspielraum der Schweizerischen Nationalbank zur Erfüllung ihrer Aufgaben nicht zu stark einschränken. Das ist nicht meine persönliche Meinung, sondern das steht in Artikel 99 Absatz 2 der Bundesverfassung, natürlich etwas anders gefasst. Vorhin, in der Diskussion zur Mehrwertsteuer, wurde befürchtet, dass der öffentlichen Hand eventuell bei der Annahme dieser Initiative bis zu 700 Millionen Franken verlorengehen würden. Bei der Annahme der Gold-Initiative könnte genau das Gleiche geschehen. Es ist zu befürchten, dass in Zukunft die Ausschüttungen für die Kantone und für den Bund massiv kleiner sein werden. Darum bin auch ich der Meinung, dass diese Initiative abgelehnt werden muss.

Recordon Luc (G, VD), pour la commission: J'interviens juste pour faire une petite synthèse et apporter un complément. D'abord je remercie les collègues qui se sont exprimés d'avoir unanimement appuyé la position de la commission. Je crois que les arguments soit confirmatoires soit supplémentaires qui ont été évoqués sont fondés, qu'il s'agisse de la nécessaire souplesse, de la nécessaire crédibilité, du dépassement des apparences, comme disait Madame Fetz à sa manière, de la lutte contre la spéculation évoquée par Monsieur Bischof ou de la nécessité aussi d'assurer une véritable stabilité.

Je voudrais juste apporter un complément pour dire que sur l'alinéa 2, il y a l'ombre de quelque chose que je perçois de bienvenu dans cette initiative: c'est l'endroit où l'or doit être stocké. Je l'ai dit: pour la part qui n'est pas en Suisse, il est actuellement apparemment au Royaume-Uni et au Canada. Il faudrait évidemment éviter qu'il soit chez une grande puissance, les Etats-Unis, la Chine ou la Russie – ou dans un pays qui nous soit particulièrement hostile. Mais il n'y a évidemment pas besoin de l'écrire dans la Constitution parce qu'on peut quand même penser que la Banque nationale suisse a tout le bon sens nécessaire pour en décider ainsi toute seule.

Le président (Hêche Claude, premier vice-président): Je me suis permis de vous lancer le signal sonore pour vous faire revenir en salle, car nous discutons d'un sujet extrêmement important – notre réserve d'or. Il est essentiel que le maximum de membres du Conseil des Etats soit présent, en particulier pour écouter les arguments de Madame la conseillère fédérale Widmer-Schlumpf.

Widmer-Schlumpf Eveline, Bundesrätin: Nachdem sich niemand für die Initiative ausgesprochen hat, möchte ich einfach noch einmal die Gründe dagegen zusammenfassen.

Die Initiative besteht aus drei Teilen. Das erste Argument gegen sie ist, das wurde jetzt bereits verschiedentlich gesagt, die Unverkäuflichkeit des Goldes und damit auch die Beeinträchtigung der Geldpolitik. Es wurde gesagt: Heute hat die Nationalbank 7,3 Prozent ihrer Aktiven in Gold. 20 Prozent zu erreichen würde heissen, dass sie für 63 Milliarden Franken Gold zukaufen müsste. Das wäre dann aber Gold, das nicht mehr verkäuflich wäre. Das heisst mit anderen Worten auch, die Glaubwürdigkeit der geldpolitischen Massnahmen würde damit stark beeinträchtigt. Die Nationalbank könnte nicht mehr auf dem Markt reagieren. Bei einer Lockerung der Geldpolitik oder auch wenn der Goldpreis fallen würde, müsste die Nationalbank dann wieder zusätzlich Gold kaufen, entgegen dem, was eigentlich unter dem Titel Preisstabilität und Stabilisierung der Wirtschaft notwendig wäre.

Das zweite Argument betrifft die Lagerung des Goldes im In- und Ausland. Das wurde jetzt auch gesagt: Im Ausland, in England und in Kanada, liegen 30 Prozent; es sind 200 bzw. 100 Tonnen. Das hat man auch gemacht, um dem möglichen Krisenfall etwas vorzubeugen und da es sinnvoll ist, diese Goldreserven an verschiedenen Orten und auch an verschiedenen Goldhandelsplätzen zu haben; Herr Bischof hat darauf hingewiesen. In Deutschland hat man gesagt, man müsse viel zurückholen. Aber 50 Prozent der Goldreserven von Deutschland sind nach wie vor im Ausland, und das erachtet man dort als verträglich. Ich denke, mit 70 Prozent im Inland sind wir sicher gut bedient.

Drittens würde die Initiative zu einer Beeinträchtigung der Anlagepolitik der Nationalbank führen. Natürlich ist es so, dass Gold dazu beiträgt, dass man Bilanzrisiken auch verteilen kann. Aber wenn Sie die Entwicklung in den letzten Jahren anschauen, dann sehen Sie, dass gerade auch Gold zu den volatilsten und damit eigentlich auch zu den riskantesten Anlagen gehört, entgegen dem, was man eigentlich immer so gemeint hat oder gelegentlich noch meint. Das heisst, dass diesen Risiken auf der anderen Seite keine Renditen gegenüberstehen; das wurde heute auch gesagt. Gewinnausschüttungen an den Bund – ich sage jetzt «an den Bund», Herr Stadler sagt «an die Kantone»; die Gewinnausschüttungen gehen an beide – würden natürlich entsprechend reduziert. Wie auch immer – ob überhaupt eine Gewinnausschüttung stattfindet, ist natürlich eine Frage, die die Nationalbank prüft. Wenn eine stattfände, würde sie mit einem höheren Goldbestand reduziert, weil der Goldbestand keine Erträge abwirft. Insofern ist es sinnvoll, diese Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Ich möchte einfach noch sagen, dass Gold keine Bedeutung für die Geldpolitik hat. Gold hat keine Bedeutung für die Preisstabilität. Zwischen Preisstabilität und Goldanteil in der Bilanz der Nationalbank gibt es keinen Zusammenhang, das ist auch klar. Preisstabilität wird dadurch sichergestellt, dass die Schweizerische Nationalbank als unabhängige Institution – das ist sie glücklicherweise – die Wirtschaft angemessen mit Geld versorgen und dann dieses Geld auch wieder zurückziehen kann. Wenn die Nationalbank einen riesigen Bestand an Gold in ihrer Bilanz hätte, wäre dieser Handlungsspielraum nicht gegeben oder viel kleiner. Damit wäre die Nationalbank in ihrem Handeln beeinträchtigt und könnte auch ihren Verfassungsauftrag nicht mehr erfüllen.

Wir haben heute Goldreserven im Umfang von 1040 Tonnen – es waren im Jahr 2000 viel mehr. Ich möchte Sie aber daran erinnern, dass es damals insbesondere auch die Parlamentarierinnen und Parlamentarier waren, die immer wieder forderten, die Nationalbank solle ihre Goldbestände

abbauen und eine ertragreichere Bewirtschaftung der Währungsreserven vorsehen. Das war der Ursprung dieser Diskussion, die man vor allem auch in Zusammenhang mit dem neuen Artikel zur Geld- und Währungspolitik geführt hat, der seit dem Jahr 2000 gilt.

Das Parlament war bereits einmal der Auffassung, dass es richtig sei, keinen zu grossen Bestand an Gold zu haben. Ich denke, es ist gerechtfertigt, diese Auffassung weiterhin zu haben und zu bestätigen und folglich die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

*Eintreten ist obligatorisch
L'entrée en matière est acquise de plein droit*

Bundesbeschluss über die Volksinitiative «Rettet unser Schweizer Gold (Gold-Initiative)»

Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «Sauvez l'or de la Suisse (Initiative sur l'or)»

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Präsident (Germann Hannes, Präsident): Da Eintreten obligatorisch ist, findet keine Gesamtabstimmung statt.

13.3363

**Motion FK-NR (12.101).
Aufgabentrennung
zwischen Bund und Kantonen**

**Motion CdF-CN (12.101).
Séparation des tâches
entre la Confédération et les cantons**

Ordnungsantrag – Motion d'ordre

Nationalrat/Conseil national 25.09.13

Ständerat/Conseil des Etats 06.03.14 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)

Ordnungsantrag Eder

Rückweisung der Motion an die FK-SR mit dem Auftrag, nach Vorliegen des nächsten Wirksamkeitsberichtes zum Finanzausgleich zur Motion nochmals Stellung zu nehmen.

Motion d'ordre Eder

Renvoyer la motion à la CdF-CE avec mandat de prendre à nouveau position sur la motion après la publication du prochain rapport sur l'efficacité de la péréquation financière.

Eder Joachim (RL, ZG): Gerne begründe ich Ihnen meinen schriftlich vorliegenden Ordnungsantrag.

Die vom Nationalrat am 25. September 2013 mit 111 zu 72 Stimmen angenommene Motion beauftragt den Bundesrat, eine Analyse aller Verbundaufgaben zwischen Bund und Kantonen vorzunehmen und für jede Verbundaufgabe zu untersuchen, ob die Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen noch zweckmässig ist. Der Bundesrat führt in seiner ablehnenden Stellungnahme aus, dass vor Einführung des